

Your complaint form has been successfully submitted

À Thilo HANE <thane@canisethica.org>

Thank you for having completed the form. The European Commission will process it promptly.

Are you submitting this complaint on your own behalf?	yes
Representative Businesses or organisation	
Title	Ms
Representative first name	
Representative last name	
Representative E-mail	
Representative street and number	
Representative postcode	
Representative town	
Representative country	-- select --
Representative telephone	
Businesses or organisation:	CANIS ETHICA
Title	Ms
Firstname	Thilo
Surname	HANE
e-mail	thane@canisethica.org
Language	français
Street and number	8 rue de la Roche
Postcode	35400
Town	Saint Malo
Country	France
Telephone	0670276352
official contact for all correspondence	representative
Authority complained about name	Ministere de l'Agriculture et de l'Alimentation
Authority complained about contact person	
Authority	

complained about email	
Authority complained about	
Authority complained about telephone	0149 55 49 55
Authority complained about address	78 rue de Varenne
Authority complained about postcode	75349
Authority complained about town	Paris 07 SP
Authority complained about country	France
National measures suspected to infringe Union law	L'Arrêté du 10 octobre 2008 relatif aux conditions et modalités de la vaccination antirabique des animaux domestiques dans son article 3 contrevient à la législation de l'UE en laissant libre les fabricants de médicaments immunologiques vétérinaires de décider d'une durée d'immunité inférieure sur le sol français niant aux propriétaires français les avancées scientifiques dont profite le reste de l'Europe pour les mêmes produits ce qui va à l'encontre de l'harmonisation des protocoles et produits vétérinaires et du bien-être animal au sein de l'UE.
EU law you think has been breached	La Directive 2004/28/CE du Parlement européen et du Conseil du 31 mars 2004 modifiant la directive 2001/82/CE du 6 novembre 2001 instituant un code communautaire relatif aux médicaments vétérinaires.
Problem description	<p>Les français propriétaires d'animaux domestiques sont discriminés sur le marché européen des produits immunologiques vétérinaires car ceux vendus en France ont une durée d'immunité (DOI) de 1 an et les mêmes vendus en Europe ont une DOI de 3 ans à cause de l'Article qui ne tient pas compte de la Directive. L'Arrêté permet aux fabricants de fixer leurs DOI et d'ignorer les avancées scientifiques dont ils font bénéficier le reste de l'UE. Toute réglementation en matière de fabrication et de distribution des médicaments vétérinaires doit avoir comme objectif essentiel la sauvegarde de la santé et du bien-être des animaux ainsi que de la santé publique ; or en ignorant la Directive, le Ministère favorise l'augmentation par 3 de la prise de risque pour les propriétaires français de voir leurs animaux développer des effets indésirables graves causant la mort suite à la vaccination. En effet, d'après l'Agence Nationale du Médicament Vétérinaire (ANMV), chaque année, 71% des déclarations transmises pour les animaux domestiques concernant des cas d'effets indésirables graves sont dûs aux vaccins. Enfin, le nombre de déclarations de pharmacovigilance qui sont envoyées directement à l'ANMV augmente tous les ans de plus de 40%</p> <p>INTERVET vend en Europe son vaccin avec DOI de 3 ans et France 1 an France_nom du vaccin : NOBIVAC RAGE France_AMM : FR/V/6607786 8/1985 France_souche : PASTEUR RIV France_DOI : 1 an Belgique_nom du vaccin : NOBIVAC RABIES Belgique_AMM : BE-V138686 Belgique_souche : PASTEUR RIV Belgique_DOI : 3 ans Irlande_nom du vaccin : NOBIVAC RABIES Irlande_AMM : VPA 10996/170/001 Irlande_souche : PASTEUR RIV Irlande_DOI : 3 ans</p> <p>ZOETIS vend en Europe son vaccin avec DOI de 3 ans et France 1 an France_nom du vaccin : ENDURACELL R MONO France_AMM : FR/V/3097009 8/1988 France_souche : FLURY LEP</p>

	France_DOI : 1 an Belgique_nom du vaccin : RABDOMUN Belgique_AMM : BE-V119883 Belgique_souche : FLURY LEP Belgique_DOI : 3 ans
Does the Member State concerned receive EU funding relating to the subject of your complaint	no
Does your complaint relate to a breach of the EU Charter of Fundamental Rights?	I don't know
Please explain how EU law is involved and which fundamental right has been breached	
List of documents	<p>Courriers envoyés et réponses reçues des firmes pharmaceutiques</p> <ul style="list-style-type: none"> - Courrier envoyé et réponse reçue de l'OIE - Courrier envoyé et réponse reçue du Ministère de l'Agriculture - Questions parlementaires - Plainte déposée auprès et réponse reçue du Défenseur des Droits - Courrier envoyé et réponse reçue du Président de la République F. HOLLANDE - Courrier envoyé au Président de la République E. MACRON - Courriers de vétérinaires français en exercice dénonçant la survaccination des animaux domestiques en France - Courrier d'un Docteur Vétérinaire anciennement membre du Bureau de l'Ordre National Français des Vétérinaires - Courrier d'un vétérinaire belge témoin de la survaccination des animaux domestiques en France et des recours/stratagèmes employés par les français propriétaires d'animaux domestiques pour y palier. - Articles de presse - Extraits d'émissions radio
Have you already taken action in the Member State concerned to try to solve this problem?	yes
What action have you already taken in the Member State concerned to tackle the problem?	Legal action
What type of decision(s) resulted from your action.	<p>Décembre 2015 Courriers aux Laboratoires Pharmaceutiques</p> <p>Février 2016 Courrier à la Présidente de l'Organisation Mondiale de la Santé Animale</p> <p>Mars 2016 Courrier au Ministère de l'Agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt</p> <p>Janvier 2017 Courrier au Médiateur National français : Le Défenseur des Droits</p> <p>Avril 2017 Courrier au Président de la République M. F.HOLLANDE</p> <p>Août 2017 Courrier au Président de la République M. E.MACRON</p>
Has your action	Défenseur des Droits

has been settled by a court or is pending before a court.	Décision: Ne relève pas du champs de compétence du défenseur des droits
Why didn't you take any action to tackle your problem in the Member State concerned?	
Indicate why you are not eligible for particular remedy	
Other reason for not taking action in the Member State concerned	
Have you already contacted EU institutions or other services dealing with problems of this nature	Commission, Commission
Petition to the European Parliament	
European Ombudsman	
European Commission correspondence	
European Commission complaint	CHAP(2017)02823
SOLVIT	
Other (please specify)	
Are you aware of any action in the Member State concerned covering the issue you raise	no
Please specify action you are aware of in the Member State concerned	
Do you authorise the Commission to disclose your identity	yes

